

## Déclaration préalable au CTA du mardi 21 janvier



Monsieur le Recteur,

Malheureusement, pour la FSU, cette réunion du CTA est marquée par la disparition de notre camarade Nathalie Pszola, décédée accidentellement jeudi 9 janvier 2020.

Sa famille, ses proches et ses camarades remercient l'ensemble des personnes qui leur ont adressé des messages de soutien suite à cette horrible disparition. Ces messages nous permettent de penser qu'au-delà des fonctions de chacune et chacun, au-delà des statuts hiérarchiques et au-delà des opinions, les hommes et les femmes que nous sommes savent se reconnaître et se parler dans un moment tragique.

Nathalie Pszola aurait du participer à ce CTA mais si sa chaise reste vide aujourd'hui, les représentantes et représentants FSU des personnels qui ont été élus avec elle vous demandent maintenant une attention particulière. Avant que ce CTA ne commence, avant que nous reprenions notre travail commun sans elle, nous souhaitons éclairer l'objet de notre réunion et le mouvement social qui s'étend jusque sous nos fenêtres en nous référant à ce que les plus proches camarades de Nathalie Pszola ont appelé sa boussole.

Pour Nathalie Pszola et pour nous, chaque salarié, chaque fonctionnaire est en capacité de comprendre, de participer aux débats et de décider collectivement des orientations politiques pour notre pays.

Avec Nathalie Pszola, nous affirmons que la place des représentants des personnels est à la fois dans les instances administratives pour argumenter, négocier et obtenir des avancées aujourd'hui, dans le cadre imposé, mais aussi dans la rue avec les travailleurs en lutte pour conquérir l'émancipation de chacun, chacune, la fin de toute forme d'oppression et d'exploitation : une véritable réorganisation sociale.

Ici et dans la rue, nous continuerons donc de faire face à ce gouvernement qui affirme vouloir *“sauver le système de retraites par répartition”* alors qu'il en dégraderait tellement les prestations que le recours à l'assurance privée deviendrait la norme pour ceux qui en auront les moyens. Nous ferons face à ce gouvernement qui prétend inscrire son action *«dans la continuité de celle du Conseil National de la Résistance»* alors que son projet retire aux salariés la gestion de la branche retraite de la Sécurité sociale.

Nous ferons face à ce gouvernement qui prétend *«réduire les inégalités, particulièrement celles dont sont victimes les femmes»* alors qu'il supprime des droits accordés spécifiquement à celles-ci et veut inclure toutes les périodes de plus faible salaire dans le calcul des pensions.

Nous ferons face à ce gouvernement qui qualifie *“réformistes”* ou de *«raisonnables»* les organisations syndicales qui ne remettent pas en causes ses choix et de *“contestataires”* les autres. Comme si le syndicalisme devait se contenter d'accompagner au mieux, au moins pire, les décisions prises par les gouvernements entre deux élections.

A la suite de Nathalie Pszola, nous continuerons de travailler au décryptage de ces manipulations du langage qui cherchent à empêcher l'émancipation de chacun et chacune. Nous continuerons de proposer et d'organiser les actions collectives qui permettront cette émancipation.

Dans cet état d'esprit, nous vous demandons Monsieur le Recteur de recevoir une délégation des lycéens, des étudiants et des enseignants présents ce matin devant le Rectorat.

Concernant l'ordre du jour de cette réunion, une fois de plus, la FSU ne peut que constater à quel point le CTA est devenu une simple chambre d'enregistrement. En effet, quelle est la finalité de la réunion d'aujourd'hui, dans la mesure où les CTSD ont déjà été destinataires des répartitions par département, et où la ventilation par lycée ne fait pas partie des documents de travail ?

Malgré tout, les élus FSU tiennent à vous faire part de leur analyse des documents de préparation de rentrée. En premier lieu, le volume et l'utilisation des moyens de rentrée pose problème.

La priorité ministérielle donnée à l'école primaire ne se traduit pas dans les effectifs des classes. Alors qu'il faudrait créer nationalement 20 000 postes dans le premier degré pour enfin atteindre le nombre d'élèves moyen par classe dans les pays de l'OCDE, le Ministre de l'Education n'en crée que 440... Notre académie devra donc se contenter de 21,9 élèves par classe pendant que la moyenne dans l'OCDE sera de 19, 9... Ces moyennes cachent d'ailleurs des différences de situations très importantes, aussi la FSU demande que de nouvelles données statistiques soient mises à la disposition du CTA, en particulier en termes de médiane dans chaque département, et avec la dispersion à différents paliers (25,27,29 élèves). Ces données permettraient de mesurer l'effort à fournir pour instaurer partout un nombre maximum de 25 élèves par classe aussi bien en élémentaire qu'en maternelle. L'utilisation des moyens alloués au premier degré interroge également. A titre d'exemple, au cours des 3 rentrées scolaires passées, 65 postes ont été créés pour les écoles du Doubs, pourtant on ne compte aujourd'hui que deux classes ouvertes de plus qu'en 2017 dans ce département ! On sait maintenant que l'ensemble des créations de postes réalisées depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron aurait permis, à la place de dédoublements, de limiter partout à 25 le nombre d'élèves par classe ou à 20 en éducation prioritaire... La FSU demande donc que les conseils de maîtres retrouvent la capacité de décider de la répartition des moyens la plus adaptée au sein de leur école. Par ailleurs, l'absence de mesures concernant la direction et le fonctionnement des écoles est révélatrice du niveau de prise en compte par M. Blanquer des besoins exprimés par les personnels.

Il est regrettable que le ministère joue dans la répartition des moyens un jeu à somme nulle dans lequel le second degré est systématiquement le grand perdant. Sur les douze dernières années, ce ne sont pas moins de 830 postes qui ont disparu dans les collèges et lycées de l'académie, pour des effectifs à peu près stables. Et cela va continuer à la rentrée prochaine. Chaque réforme est l'occasion de diminuer les moyens, compliquant le travail des enseignants et dégradant la formation des élèves. L'instauration de spécialités en lieu et place des séries a provoqué en lycée une véritable onde de choc, sans anticipation, que les élèves et les personnels paient au prix fort. Les tensions actuelles autour des E3C sont révélatrices du climat délétère qui règne depuis la rentrée. Nous vous transmettons aujourd'hui un certain nombre de pétitions qui montrent combien les collègues sont opposés au baccalauréat nouvelle formule, dont la désorganisation atteint des sommets.

Pour la voie professionnelle, la co-intervention introduite avec la réforme se fait en empiétant sur les horaires des enseignements disciplinaires et met les enseignants en difficultés pour amener les élèves à un niveau qui leur permettrait d'envisager sereinement une poursuite d'études. En ce qui concerne les bacs professionnels, la diminution des capacités d'accueil à la rentrée prochaine est inquiétante. La filière GA est principalement touchée pour répondre aux directives ministérielles, mais cela devrait être compensé par des ouvertures d'autres sections. Dans le Jura, ce ne sont pas moins de 51 places qui disparaissent. L'incompréhension règne à Saint-Claude et Dole où les fermetures n'étaient annoncées qu'en 2021, où elles auraient été compensées par des ouvertures - en particulier à Prévert où les collègues se sont impliqués dans des formations qui n'ouvriront pas... En milieu rural, où les élèves sont peu mobiles, ne pas leur proposer de possibilités de se former localement revient à ne pas les former du tout et à gonfler les cohortes de décrocheurs.

Dans ce contexte de réformes et de suppressions de postes, la FSU tient à vous alerter sur les très forts risques psycho-sociaux qui menacent les collègues à l'heure actuelle. Les réformes menées au pas de charge dans l'éducation, celle des retraites qui va fortement impacter les enseignants, ajoutées à un exercice du métier de plus en plus difficile, suscitent colère et désespérance. Il faut que cela cesse, sinon c'est toute l'institution qui se trouvera en crise aiguë.